

Jason Pan Adawai,

L'assimilation politique des peuples autochtones

Le développement de la Chine en tant que puissance sur la scène internationale est allé de pair avec la volonté du gouvernement d'accélérer le rythme de consolidation interne afin de promouvoir l'unité nationale. Ceci a eu pour résultat le réajustement des politiques envers les minorités ethniques. La doctrine d'une Chine comme « nation multiethnique » avait donné lieu au slogan politisé de « La grande famille chinoise ». Ainsi l'approche précédente du gouvernement, qui devait permettre la coexistence et la prospérité économique de tous les groupes ethniques de Chine, a-t-elle changé pour devenir une politique d'« assimilation des minorités ethniques ». Dans les régions où vivent des minorités ethniques, la planification et les nouveaux programmes du gouvernement chinois mettent l'accent sur les nouvelles constructions et les projets infrastructurels, moins sur la fourniture d'une aide à la population elle-même.



Officiellement, la Chine se proclame comme un pays uni à la composition ethnique variée, où tous les groupes ethniques sont également considérés dans la Constitution. En dehors de la majorité chinoise des Han, le gouvernement reconnaît 55 groupes

ethniques minoritaires à l'intérieur de ses frontières. Selon les dernières données gouvernementales compilées d'après le recensement national de 2010 (rapport publié en 2012), 111 964 901 personnes composent les minorités ethniques, soit 8,4 % de la population totale du pays. Il reste toutefois des « groupes ethniques non reconnus » en Chine, qui totalisent 640 101 personnes.

La loi de la République Populaire de Chine sur l'Autonomie Régionale Nationale est une base importante pour l'administration des minorités ethniques. Elle inclut la création de « Régions ethniques autonomes », qui possèdent leur propre gouvernement local et le droit d'employer leurs propres langues et cultures. Les « Régions ethniques autonomes » représentent approximativement 60 % de la surface totale de la Chine. Le gouvernement chinois ne reconnaît pas les termes « peuple autochtone », et participe rarement aux réunions relatives à la question autochtone. Le gouvernement chinois a voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies pour les Droits des Peuples Autochtones, mais de par son attitude envers les minorités ethniques, cette déclaration ne s'applique pas à la Chine selon lui.

Le plan quinquennal national

En janvier, le Conseil d'État chinois a publié le rapport sur le « *13^e Plan Quinquennal pour la promotion du développement des minorités ethniques dans les régions à minorité ethnique et les zones à faible population* ». Ce document de la politique du gouvernement central définit les objectifs et les grandes lignes du développement économique et social des régions à minorités ethniques pour les cinq prochaines années.

Il appelle ces régions à devenir d'ici 2020 des sociétés prospères, en harmonie avec les niveaux nationaux. Parmi les objectifs-clés, les buts fixés aux régions à minorité ethnique consistent à atteindre l'index économique, l'indice moyen de croissance annuelle étant de 8 %, de réduire la pauvreté des 18,05 millions de pauvres ruraux, de maintenir 319 millions de *mu* de terres arables (1 *mu* équivalant à 100 m²)¹.

Puis en juin, le Conseil d'État a publié le document « *Développement des régions frontalières et amélioration du revenu de leurs résidents* » du 13^e Plan Quinquennal. Le rapport appelle à l'accélération des investissements et du développement dans les régions frontalières de la Chine, dans des secteurs variés tels que les transports, l'énergie, l'économie de l'eau, les technologies de l'information, tout en promouvant les « services culturels » et la « construction urbaine ».

En même temps que les programmes de développement économique destinés à augmenter les niveaux de revenu, l'État promet d'améliorer l'éducation, la santé et les services sociaux, et il impose également un contrôle plus important de l'influence étrangère et préserve l'intégrité du territoire chinois. Le rapport indique que l'« *ethnicité doit être protégée et la défense des frontières améliorée. Les services et le pilotage des autorités fondamentales doivent être améliorés. On doit agir plus sévèrement contre les comportements illégaux, tels que la contrebande, les trafics de drogue ou d'armes* »².

Le plan doit être mis en œuvre dans neuf régions dont la population est en majorité ou significativement constituée de peuples autochtones, parmi lesquelles le Tibet, la Mongolie intérieure, les régions autonomes du Xinjiang ouïghour et Zhuang du Guangxi, la province du Yunnan dans le sud-ouest, la province du Gansu (au nord-ouest, à la frontière de la Mongolie intérieure et du Xinjiang), et les provinces du Heilongjiang, du Jilin, et du Liaoning (au nord-ouest, la région historique de la Mandchourie).

Accent mis sur le développement économique

Ces deux documents correspondent aux deux Livres Blancs du gouvernement central en matière d'application de la politique gouvernementale et des programmes de développement pour minorités ethniques durant les cinq prochaines années. À l'intérieur figurent les chiffres attendus, les indices économiques, les missions d'application des politiques et les programmes à atteindre en vue de parvenir à une société plus prospère et harmonieuse pour les minorités ethniques et les régions frontalières. Il est clair que l'attention du Gouvernement chinois est centrée sur le « développement économique ».

Les dirigeants de l'État et les planificateurs sont persuadés que les objectifs d'éradication de la pauvreté et d'amélioration des revenus sont les meilleurs moyens avec lesquels leur bonne volonté peut être démontrée aux minorités autochtones. Il n'y a donc pas eu de surprise quant à l'accent mis sur la planification économique et les programmes de développement dans ces documents. Les hauts fonctionnaires du gouvernement ont longtemps fait la promotion du « Rêve chinois », le fait de devenir une nation puissante à l'économie prospère et à la société harmonieuse, s'accompagnant de représentations figuratives d'un peuple heureux appréciant la vie sur fond de magnifiques paysages. Toutefois, la question est régulièrement posée : de quelle manière les deux Livres blancs parviendront-ils à ces buts, quand le Gouvernement doit faire face à des troubles politiques et à des conflits ethniques au Tibet, au Xinjiang, en Mongolie intérieure et dans les autres régions de l'arrière-pays ?

Mainmise sur la terre en Mongolie intérieure

Les Mongols de la Région autonome de Mongolie intérieure en Chine ont à nouveau dû faire face à des spoliations de leur terre opérées par des groupes aux connexions politiques et liés à des intérêts privés, et pour la plupart aux mains de Han chinois. Il en a résulté des déplacements forcés, la perte des pâturages traditionnels, la pollution et la dégradation de l'environnement. Le Gouvernement de Pékin et les autorités locales n'ont pas réussi à gérer les violations des droits et les injustices de ces expropriations foncières, ce qui a donné lieu à des tensions entre les groupes ethniques. En 2011 à Xilinhot, un berger mongol nommé Mergen a été tué par un chauffeur de poids-lourd Han travaillant pour une compagnie minière chinoise. La compagnie minière opérant dans les environs, Mergen avait tenté de stopper le camion passant sur ses pâturages, et l'incident a conduit à une série de protestations de la part des autochtones mongols. Les expropriations foncières ont causé de sérieux troubles ces dernières années, et les autochtones mongols assurent que la situation a empiré. Leurs doléances n'ont pas été traitées, bien que plusieurs manifestations aient mandé les autorités et que des plaintes aient été déposées³.

Incidents liés aux protestations sur la terre

Des Mongols des bannières de Hangging et d'Ottog, et de la bannière centrale d'Urad se sont rendus le 17 avril à Hohhot, capitale de la Mongolie intérieure, dans le but de saisir l'agence d'inspection du gouvernement central. Ils ont demandé une enquête pour la

mainmise illégale par les autorités locales sur des terres privées appartenant à leurs familles, et de plus de 30 000 *mu* de forêts et de pâturages dans leur région⁴.

- Le 10 mai, la famille d'un berger de la bannière d'Uxin a protesté contre l'expropriation de ses pâturages par les membres de la famille d'un politicien local⁵.
- Le 13 mai, une Mongole de la Ligue de Xilin Gol a réclamé la restitution des pâturages de sa famille, dont elle avait été expropriée par les membres du conseil de village. Elle a allégué que cet accaparement de terre l'avait privé de son unique source de revenus et avait créé des difficultés économiques pour sa famille⁶.
- Un autre cas concerne une bergère de la ville d'Arikunduleng, dans la Bannière de Jarud, qui le 14 juin a réclamé au Gouvernement la restitution à sa famille de 2 000 *mu* de pâturages, saisis selon elle par un officiel du Parti communiste du village⁷. Le 4 août, un rassemblement de protestation s'est tenu dans le bâtiment du Gouvernement local, auquel ont participé plus de 100 habitants autochtones de la Bannière autonome évenke (de la ville-préfecture d'Hulunbuir). Ils se sont opposés à l'interdiction qui leur est faite par le Gouvernement local d'exercer leurs activités d'élevage sur leurs pâturages traditionnels, mais qui en autorise l'utilisation commerciale par des étrangers⁷. Les officiels en ont appelé aux forces de police pour briser la protestation, et de nombreuses personnes furent frappées et une douzaine d'entre elles arrêtée. Au cours de la même manifestation, un berger mongol de la Bannière avant d'Otog a raconté aux journalistes que le Secrétaire du Parti communiste de son village s'était approprié illégalement plus de 2000 *mu* de pâturages appartenant à sa famille⁸.

Dégradation et pollution des pâturages en Mongolie intérieure

Les problèmes de pollution et la dégradation de l'environnement ont conduit à des conflits ethniques. Dans de nombreux cas, les pâturages saisis ont été vendus par les fonctionnaires des gouvernements locaux à des intérêts privés pour leur exploitation commerciale, ou octroyés par le biais de licences ou de contrats de location. Toutes ces transactions ont été effectuées sans le Consentement Préalable, Libre et Informé des bergers.

- Le 24 avril, une grande manifestation a eu lieu dans la Bannière d'Ongnuid, en opposition au conglomérat public chinois COFCO (China National Cereals, Oils and Foodstuffs Corp.). 400 autochtones ont demandé à COFCO de déplacer sa ferme d'élevage porcin hors de leur région. Ils ont mentionné la pollution environnementale causée par l'élevage porcin, la contamination des rivières en surface et des nappes phréatiques par le lisier des porcs du parc d'engraissement, et ont dénoncé la pratique de la compagnie d'abandonner des carcasses de porcs sur les pâturages des bergers locaux⁹.
- Le 26 juin, des violences ont eu lieu dans la ville de Zhasake (Bannière d'Ejin Horo), où des Mongols se sont élevés contre une entreprise minière et d'engrais chimique de la région. Selon les protestataires, plus de 1 400 *mu* de pâturages ont été saisis par la force par les officiels du Gouvernement, dans le but de construire une voie ferrée ainsi qu'un terminal de stockage pour le charbon. Ils ont souligné que les terres avaient été vendues à la compagnie minière à un prix très faible, et que les villageois locaux faisaient face à de sérieux problèmes de pollution. Le déversement de déchets matériels par la mine de charbon a pollué leurs

pâturages, et la compagnie, qui possède également une usine de fertilisants chimiques, a rejeté des produits chimiques toxiques dans un lac salé voisin. C'était autrefois un lac peuplé de nombreuses espèces d'oiseaux sauvages et une source d'eau pour les villageois, mais les protestataires ont affirmé que la pollution l'avait transformé en un lieu sans vie, et avait anéanti toute la faune et la flore du lac ¹⁰.

En 2017, de nombreuses manifestations ont eu lieu à travers toute la Mongolie intérieure pour protester contre le vol de terres et les dégradations environnementales, et pour réclamer justice suite aux requêtes présentées aux autorités locales¹¹.

Les injustices sont fondées sur la corruption, le vol et l'abus de pouvoir des fonctionnaires du Gouvernement et des bureaucrates locaux. Ces problèmes mettent en exergue le fait que les objectifs et les bonnes intentions des Livres blancs du Gouvernement ne sont qu'une rhétorique vide ; il est clair que les officiels ne sont pas en mesure d'exécuter les missions d'améliorer les moyens de subsistance et de faire respecter les lois à l'encontre des violations des droits et des comportements illégaux.

Glissement de terrain à la mine de charbon de Guizhou

Une enquête menée dans la Province méridionale de Guizhou a démontré que les opérations de la mine de charbon étaient à l'origine du glissement de terrain de Bije, dans la région du village de Pusa, et dont les résidents majoritaires sont des autochtones Miao. Le 28 août, la pente d'une colline instable s'est écroulée et a enseveli une large partie du village. Après plusieurs jours d'effort des secouristes, les autorités locales ont comptabilisé 27 décès, la destruction de 250 maisons et 500 villageois directement affectés par le désastre¹². Durant plusieurs années, les villageois avaient émis des réclamations auprès du Gouvernement local après qu'une compagnie minière a commencé ses activités dans la région. Ils avaient présenté le profil géologique de la colline, la topographie karstique composée de calcaire et de roches sédimentaires constituant un risque majeur, et avaient insisté pour que le Gouvernement n'attribue pas de licence minière et stoppe toutes les opérations. Les villageois déclarent que le Gouvernement a contribué au désastre, car les fonctionnaires n'ont pas donné suite à leurs plaintes et ont autorisé la mine à continuer de fonctionner.

Les Tibétains du Qinghai protestent contre les activités minières

Les activités minières des provinces du Qinghai, du Gansu et du Yunnan ont eu pour résultats des dégradations environnementales et la pollution de sources. La population tibétaine locale de la municipalité de Qabqa du village de Gasi dans la Province du Qinghai a protesté durant plus de vingt ans contre la présence d'une carrière de calcaire dans la région. Avec la nouvelle loi gouvernementale, la plupart des activités minières et d'extraction ont temporairement cessé, dans l'attente de nouveaux agréments. Toutefois, dans la région de Qabqa, la collusion des officiels locaux avec les compagnies exploitantes fait que la carrière de calcaire fonctionne toujours aussi intensivement, ce qui a détruit la plupart de l'écosystème et a ravagé la faune et la flore de la région ¹³.

L'exploitation illégale de sable et de gravier dans les rivières est également une source de conflit depuis longtemps. Les activités non-régulées des compagnies ont causé d'importants dégâts sur le système hydrologique des régions intérieures de Chine, et les

dommages ont sévèrement impacté les villageois et les peuples autochtones qui dépendent de l'eau et des ressources halieutiques. Les fonctionnaires locaux dédaignent les activités illégales et autorisent la poursuite de l'exploitation en recevant des pots-de-vin et des bénéfices économiques de la part des compagnies ¹⁴.

Répression sévère dans la Région autonome du Xinjiang

Les législateurs de la Région autonome ouïghoure du Xinjiang (également connue sous le nom de Turkestan occidental) ont voté une loi « anti-extrémiste » entrée en vigueur le 1^{er} avril. Elle prohibe les comportements « promouvant l'extrémisme », incluant le port de longues barbes et les visages voilés. La loi interdit également l'usage de tout élément associé à l'extrémisme, défini comme « l'emploi de croyances religieuses radicales pouvant interférer avec les modes de vie et commentaires de tiers »¹⁵. Elle proscriit aussi le fait de baptiser ses enfants de noms à connotation religieuse ou séparatiste. Ainsi les termes spécifiques à l'islam, au Coran, à la Mecque et à des lieux d'Asie centrale sont-ils bannis ¹⁶.

Les observateurs internationaux ont condamné cette législation, qualifiée d'intrusion sévère dans la vie des Ouïghours, et le fait qu'elle viole l'obligation de la Chine de se conformer aux conventions internationales sur les droits de l'homme. Afin de renforcer le contrôle sur le peuple ouïghour, les autorités chinoises ont persévéré avec une vaste campagne de collecte et de numérisation des dossiers biographiques de chaque résident du Xinjiang âgé de 12 à 65 ans, incluant extrait ADN, empreintes digitales, scan de l'iris de l'œil et groupe sanguin. Le fondement légal du procédé de collecte biométrique est détaillé dans les documents officiels du Gouvernement « *Recommandations de travail sur l'enregistrement détaillé et la vérification de la population de la région (autonome ouïghoure du Xinjiang)* » et « *Programme d'enregistrement de la population* ». Les bureaucrates avancent que les deux programmes sont destinés à un usage scientifique de prise de décision, pour promouvoir la réduction de la pauvreté, la stabilité sociale et une meilleure gestion de la population ¹⁷.

Campagne d'assimilation chinoise

En août, le Gouvernement central a initié une campagne de recrutement de 30 000 enseignants, fonctionnaires de gouvernement et officiers de police originaires d'autres provinces chinoises. Les nouveaux employés sont attirés au Xinjiang par des salaires supérieurs, et d'autres bénéfiques les incitent à y déménager et à venir y travailler¹⁸. Selon les fonctionnaires, l'idée est de « transformer » la culture et les coutumes des Ouïghours et des autres minorités ethniques, afin d'accélérer leur assimilation à la société chinoise¹⁹. Du côté de l'éducation, le bureau de l'éducation du Xinjiang a transmis en octobre des communiqués officiels promouvant l'enseignement du mandarin, la langue nationale, dès l'école primaire, et interdisant tous les cours et livres en ouïghour et en kazakh²⁰. Les Kazakhs étaient autorisés à se rendre au Kazakhstan voisin au moyen d'une « carte verte » qui facilitait leurs voyages. Avec les restrictions de l'année précédente, ils se verront confisquer leur « carte verte » à leur retour. Par conséquent, les Kazakhs ont perdu leur liberté de franchir librement la frontière, et faire une demande de passeport au Xinjiang est devenue beaucoup plus difficile qu'avant ²¹.

Notes et références

1. Voir « China to speed up ethnic regions development », Xinhua News, 24 janvier : http://www.xinhuanet.com/english/2017-01/24/c_136009871.htm ; Rapport sur la politique du Conseil d'État chinois, « 13th Five-Year Plan for Promoting Ethnic Minority Development in Ethnic Minorities and Less Population Areas », 24 janvier (en chinois) : http://www.gov.cn/zhengce/content/2017-01/24/content_5162950.htm
2. « La Chine un plan quinquennal pour développer les régions frontalières », Nouvelles du Conseil d'État chinois, 6 juin : http://english.gov.cn/policies/latest_releases/2017/06/06/content_281475678653456.htm
3. Pour davantage d'informations, consulter : <http://www.smhric.org/>
4. « Des éleveurs de Mongolie intérieure mandent l'agence d'inspection du Gouvernement d'Hohhot pour des cas de spoliation de terres », Radio Free Asia, 18 avril (en chinois) : <http://www.rfa.org/mandarin/yataibaodao/shaoshuminzu/ql1-04182017101703.html>
5. « Une famille de la Bannière d'Uxin en Mongolie intérieure proteste contre l'occupation de ses terres par des fonctionnaires du village », Radio Free Asia, 10 mai (en chinois) : <http://www.rfa.org/mandarin/yataibaodao/shaoshuminzu/ql1-05102017105845.html>
6. « Une éleveuse proteste contre la perte des pâturages de sa famille dans la Bannière de Xilin Gol », 13 mai, Radio Free Asia (en chinois) : <http://www.rfa.org/mandarin/yataibaodao/shaoshuminzu/ql1-05132017115454.html>
7. « Affrontement lors des protestations d'éleveurs évenk contre l'interdiction de la Chine de pâturer en Mongolie intérieure », Radio Free Asia, Radio Free Asia, 4 août 2017 : <https://www.rfa.org/english/news/china/herders-08042017154144.html>
8. « Une famille d'éleveurs de la Bannière de Jarud en Mongolie intérieure proteste contre le vol de terres par des fonctionnaires », Radio Free Asia, 14 juin (en chinois) : <http://www.rfa.org/mandarin/yataibaodao/shaoshuminzu/ql1-05132017115454.html>
9. « Plusieurs centaines de personnes manifestent contre la pollution engendrée par l'élevage porcin de COFCO en Mongolie intérieure », Radio Free Asia, 24 avril (en chinois) : <http://www.rfa.org/mandarin/yataibaodao/huanjing/ql2-04242017104210.html>
10. « Violences lors des protestations des villageois contre une mine de charbon dans la Bannière d'Ejin Horo », Epoch Times, 26 juin 2017 (en chinois) : <http://www.epochtimes.com/b5/17/6/27/n9323329.htm>
11. « Mongolie méridionale : l'appel des Mongols à reprendre possession de leurs terres après leur spoliation », UNPO Report, 6 décembre : <http://unpo.org/article/20503271>
12. « La Chine trouve une solution d'urgence au glissement de terrain de Guizhou », Xinhua News, 28 août 2017 : http://www.xinhuanet.com/english/2017-08/28/c_136562555.htm
13. « Les Tibétains de la municipalité de Qabqa dans la Province du Qinghai demandent au Gouvernement de mettre un terme à la mine de charbon », Radio Free Asia, 7 septembre (en chinois) : <https://www.rfa.org/mandarin/yataibaodao/shaoshuminzu/dz-09072017104505.html>
14. « L'extraction de sable et de graviers détruit l'écologie de l'un des systèmes hydrologiques majeurs d'Asie », Radio Free Asia, 15 juin 2017 (en chinois) : <http://www.rfa.org/mandarin/yataibaodao/huanjing/hc-05162017104626.html>
15. « La nouvelle législation du Xinjiang vise à prévenir l'extrémisme », China Daily, 31 mars 2017 : http://www.chinadaily.com.cn/china/2017-03/31/content_28747922.htm
16. « Le Gouvernement impose de nouvelles restrictions au baptême des nouveau-nés afin d'éviter tout lien avec le terrorisme », Radio Free Asia, 20 avril (en chinois) : <https://www.rfa.org/mandarin/yataibaodao/shaoshuminzu/xl1-04202017100838.html>
17. « La Chine collecte l'ADN de tous les Ouïghours du Xinjiang sous couvert de recherches », Radio Free Asia, 13 décembre 2017 : <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/dna-12132017172938.html>
18. « La Chine recrute 30 000 enseignants, policiers et fonctionnaires pour s'installer au Xinjiang », Radio Free Asia, 18 août 2017 : <https://www.rfa.org/english/news/china/recruits-08182017105857.html>
19. Voir : <https://www.rfa.org/mandarin/yataibaodao/shaoshuminzu/ql1-08172017114012.html>
20. « La Chine bannit l'usage des livres et du matériel en ouïghour et en kazakh des écoles du Xinjiang », Radio Free Asia, 13 octobre 2017 : <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/ethnic-textbooks-10132017135316.html>
21. « Les habitants du Kazakhstan ayant de la famille en Chine protestent contre la décision de confisquer leurs documents », Radio Free Asia, 13 juin 2017 : <https://www.rfa.org/english/news/china/kazakh-passport-06132017125051.html>

Jason Pan Adawai, Directeur de l'Organisation activiste des droits des autochtones TARA Ping Pu, ancien membre du conseil exécutif du Pacte des peuples autochtones d'Asie (Asia Indigenous Peoples' Pact AIPP). Jason est autochtone Pazeh (l'un des groupes Ping Pu), originaire du village de Liyutan, comté Miaoli, Taiwan.

Source: IWGIA Indigenous World 2018
Traduction de l'anglais par le GITPA